

**CARACTÈRE EXÉCUTOIRE**

- déposé en sous-préfecture le 12 SEP. 2023
- affiché en mairie le 12 SEP. 2023
- notifié le 12 SEP. 2023

Pour le Maire et par délégation  
La Directrice générale des services  
Karine COMBAUD

**DÉCISION n°2023/379**

**Objet : Mise à disposition du LCR du LUBERON pour la saison 2023/2024 - IMMO DE FRANCE PARIS-ILE-DE-FRANCE**

Le Maire des Ulis,

Vu la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil municipal au Maire ;

Vu la délibération n°2020/080 du 10 juillet 2020, par laquelle le Conseil municipal délègue au Maire ses pouvoirs, pour la durée de son mandat, en vertu des articles susvisés du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de convention avec l'agence IMMO DE FRANCE PARIS ILE-DE-FRANCE ;

Vu la délibération n°2023/023 du Conseil municipal en date du 13 avril 2023 portant signature du contrat d'engagement républicain avec chaque association sollicitant une subvention ;

Considérant que dans le cadre de la politique communale de promotion des activités sportives, culturelles d'intérêt général proposées par les diverses associations ulissiennes ou partenaires institutionnels des locaux sont mis à disposition de celles-ci à titre gracieux et précaire ;

**DECIDE**

**Article 1**

De signer une convention d'occupation à titre gracieux et précaire pour le LCR du LUBERON avec l'agence IMMO DE FRANCE PARIS ILE-DE-FRANCE, sise 7 rue de Paris à PALAISEAU (91120), représentée par Madame Marie LAHALLE, pour des réunions et assemblées générales.

**Article 2**

Les conditions de cette mise à disposition sont consignées dans la convention.

**Article 3**

Les activités se dérouleront aux créneaux horaires et jours indiqués dans la convention.

Article 4

La convention est établie à compter de la date de notification, et ce, jusqu'au 31 août 2024.

Article 5

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance et sera affichée conformément aux dispositions prévues par l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Les Ulis,  
Le 07 septembre 2023

Clóvis CASSAN  
Maire des Ulis  
